

# La revue « Formation »

Michel Branciard \*

*Michel Branciard rappelle ce que fut **Formation**, revue dont **Cfdt-Aujourd'hui** a pris la suite. Nous laisserons au lecteur le soin d'apprécier changements et continuités...*

**L**a revue **Formation** a paru de juin-juillet 1947 à décembre 1971, sous la responsabilité de l'Institut confédéral d'études et de formation syndicales, animé d'abord par Gérard Espéret, puis par Raymond Lebescond. Dès la naissance du « bulletin » — terme alors préféré à celui de « revue » — R. Lebescond est secrétaire de rédaction.

Il ne saurait être question d'analyser en quelques pages les 199 numéros publiés mais simplement de jeter quelques coups de projecteur pour tenter de caractériser cette revue dont le contenu et la présentation ont subi diverses modifications au cours de ces vingt-quatre années.

Distinguons sommairement deux périodes. Suite à quatre numéros publiés en 1947, commence en janvier 1948 une série de 100 numéros qui se clôt en décembre 1957. **Formation** porte alors en sous-titre « la revue du militant ». En janvier 1958, débute une nouvelle série, avec disparition du sous-titre « revue du militant », dont le dernier numéro (95) paraîtra en décembre 1971.

## *Dans la continuité*

La première série se veut dans la continuité d'une publication antérieure à la guerre. Paul Vignaux qui a décliné l'offre d'assumer la responsabilité de la formation confédérale évoque dans le numéro de juin-juillet 1947, « le travail accompli avant-guerre par le bulletin qui reparait aujourd'hui ». **Formation** se situe dans la ligne d'une publication antérieure : le *Bulletin ENO* publié de 1936 à 1939 et

\* *Historien.*

ves » (4), comme élément d'un nouveau droit, regrette en 1949 l'attitude des Français qui ont pris l'habitude de voir réglementer par l'Etat toutes sortes d'activités. On s'est fait à l'idée que la loi pouvait tout régir et l'on s'est même efforcé d'obéir. Il déplore cette attitude passive, commode parce qu'elle dispense d'initiative.

Un an plus tôt, J.-P. Murcier, critiquant la loi de 1946 sur les conventions collectives, accusait celle-ci d'avoir détourné l'attention du syndicalisme d'une de ses tâches naturelles : la conclusion d'accords collectifs. « Son action s'est déplacée et a porté sur les sphères gouvernementales et les jeux de la politique pour lesquels il n'était point fait » (5). La part de l'économie est encore plus grande que celle du droit ouvrier : on ne compte pas moins de cent dix articles qui lui sont consacrés dans cette première série.

Certains sont de l'information économique sur des sujets aussi divers que la situation de telle ou telle branche d'activité, la construction européenne (plan Schuman, structures du Marché commun...), l'aménagement du territoire... D'autres articles fournissent aux lecteurs les moyens pour leur permettre d'interpréter les chiffres à leur disposition. Ainsi, en 1954, on ne trouve pas moins de sept articles sur les statistiques.

Il s'agit aussi d'amorcer une réflexion syndicale à partir d'un problème économique. En 1949, Charles Savoullan, responsable de la fédération de la Métallurgie, aborde la question « salaires et productivité » (6). La productivité est encore pour F. Henry l'occasion de réfléchir sur « la technique et l'homme » (7). Nombreuses sont par ailleurs les approches de la « réforme de l'entreprise », notamment sous la plume de Georges Levard (8). Sans compter les études sur la redistribution du revenu national...

### *Un intérêt inégalement soutenu*

Au départ, la conception de la revue vise à permettre l'expression des diverses commissions confédérales et des secrétaires confédéraux responsables des divers problèmes. Ainsi, la rubrique « Sécurité sociale » (allocations familiales, maladie, vieillesse, prévention des accidents du travail) est parmi les plus fournies tout au long de

(4) « L'efficacité des conventions collectives », Formation, n° 20, décembre 1949.

(5) « Où en sont les conventions collectives », Formation, n° 9, novembre 1948.

(6) Formation, n° 18, septembre-octobre 1949.

(7) Formation, n° 25, mai 1950.

(8) Futur secrétaire de la CFDT, il écrit notamment dans le numéro spécial sur « Réforme de l'entreprise », n° 14, avril 1949.

la période (plus de quatre-vingts articles sur ce projet jusqu'en 1958).

Il n'en est pas de même d'un certain nombre d'autres rubriques, régulièrement alimentées lors des premières années, mais progressivement délaissées.

Le phénomène est déjà sensible à propos des « comités d'entreprise ». Jusqu'en 1952, on compte une moyenne de six articles annuels sur le sujet (douze pour la seule année 1951). Ils abordent tant les dispositions générales de fonctionnement, que les activités économiques, sociales et plus rarement culturelles des comités d'entreprise. En 1953 et 1954, la moyenne baisse à trois articles par an pour finir avec un seul lors des trois dernières années. Cette évolution régressive est encore plus nette pour trois autres rubriques :

— la « formation professionnelle » : on n'en parle plus que de façon épisodique à partir de 1953 ;

— les « jeunes » où le phénomène est encore plus précoce — dès 1951 — alors qu'auparavant on avait une moyenne de huit articles par an ;

— l'« action féminine » ou les « problèmes féminins » : seize articles en trois ans au départ, pour aboutir à cinq articles au total pour les cinq années suivantes. Cette rubrique aborde essentiellement les problèmes de la femme au travail ; un seul traite de « la femme au travail et le foyer » (9).

### *Technique syndicale*

Formation veut aussi — phénomène surtout net à partir des années 1950 — fournir des éléments de technique syndicale. En 1954-55, la revue insiste notamment sur ce qu'elle appelle l'« analyse des faits » ; on parlerait aujourd'hui d'étude de cas. Jean Rupert (10) écrit à ce sujet : « A plusieurs reprises, dans Formation, nous avons parlé des faits. Nous en avons tiré quelques enseignements pratiques se résumant en ceci :

- une des qualités du militant est de savoir voir ;
- le militant ne se contente pas de voir seul, il fait voir des camarades de travail, ensuite, ensemble, réfléchir et agir ;
- la vie par les faits doit alimenter nos réunions syndicales. A la demande de nos lecteurs, nous continuerons à passer dans cette

(9) Article de Simone Troisgros, Formation, n° 9, novembre 1948.

(10) Adjoint à partir de 1953 au directeur de l'Institut confédéral d'études et de formation syndicales. Le texte cité est dans Formation, n° 72, février 1955.

chronique quelques articles bâtis à partir des faits qui nous aurons été signalés. Nous pensons ainsi, à travers la vie ouvrière, aborder quelques aspects de techniques syndicales. »

### *Au-delà des affrontements*

Cette première série de **Formation** paraît à l'heure où la CFTC est le lieu d'affrontements entre majorité et minorité. Dès le départ, G. Espéret veut faire de la formation, non pas un lieu neutre, mais un espace où chacun puisse s'exprimer sur les sujets qui sont de sa compétence. Pour les sessions on fait appel aussi bien aux majoritaires qu'aux minoritaires ; cette position est aussi valable pour les collaborateurs de la revue.

C'est ainsi que F. Henry qui écrit par ailleurs dans les premiers numéros de **Reconstruction** est un collaborateur habituel de **Formation**. On peut trouver plus occasionnellement dans la revue d'autres minoritaires : Ch. Savouillan, déjà cité, Albert Détraz sur les questions d'habitat, René Mathevet sur celles de sécurité sociale. Parmi les majoritaires, outre G. Levard déjà cité, on note le secrétaire général Maurice Bouladoux, Théo Braun à propos de la sécurité sociale, André Glorieux sur les questions de formation de base... L'attitude de G. Espéret à la suite des grèves d'août 1953 est caractéristique de cette ouverture. A l'heure où l'affrontement majoritaires-minoritaires est sévère, il écrit : « On peut maintenant faire l'examen de notre action, constater des erreurs et des réussites. On peut argumenter pour savoir s'il fallait traiter plus ou moins vite avec les pouvoirs publics, si la reprise a été trop rapide dans certaines professions, si une nouvelle action générale était nécessaire lors de la convocation du bureau de l'assemblée ? »

« Entre membres d'une même centrale nous différons certainement d'avis et nous en discuterons longtemps sans pouvoir trancher autrement que par des regrets ou des prédictions, c'est l'avenir qui montrera qui avait raison. » G. Espéret n'entend donc pas trancher sur ce point, mais en revanche il dresse un bilan sans concession des résultats. « Il reste que le mouvement d'août a atteint, à peu près complètement, ses objectifs de défense (contre les projets de recul de l'âge de la retraite), en petite partie ses objectifs d'amélioration du standing, mais que pour l'objectif de fond, le nécessaire changement de politique économique et sociale, seul un coup de semonce a pu être donné, faute d'hommes politiques ayant saisi l'aspiration profonde de la nation... » (11).

(11) *Formation*, n° 58, septembre-octobre 1953.

### *A partir de 1958*

Suite au n° 100, on remet les compteurs à zéro. Débute alors une nouvelle série qui comptera quatre-vingt-quinze numéros.

Le terme « nouvelle série » prête à discussion pour deux raisons. Certes, comme l'explique R. Lebescond, on a visé une présentation moderne, nette, symbolique, bref une couverture plus attirante. Mais on peut discuter la nouveauté du contenu. Insensiblement, en effet, dans les années précédentes, la rédaction s'était déjà orientée vers des articles moins nombreux et plus substantiels et de ce point de vue, l'écart entre 1957 et 1958 est minime. Mais le terme « série » est sans doute le plus contestable. **Formation** ne demeure pas en effet telle quelle durant les treize années qui suivent. Dès juin-juillet 1962, la revue ne paraît plus que tous les deux mois et un éditorial précise que les articles doivent permettre « d'aborder de plus en plus des sujets fondamentaux »... Toutefois, le changement majeur se situe en novembre-décembre 1963 : passage à un format réduit, mais surtout chaque numéro ne contient que trois ou quatre cahiers, centrés sur des sujets d'intérêt général. Il faut en effet que « le militant, quel que soit son secteur d'activité, puisse situer son action et ses problèmes particuliers dans un cadre plus vaste ». L'information particulière sur des sujets précis cède la place à une réflexion beaucoup plus générale sur les problèmes du syndicalisme et de la société.

### *Une revue plus présente aux débats de la centrale*

Lorsque débute la nouvelle série en 1958, un accord vient d'être conclu entre la majorité et des minoritaires en vue de la participation de ces derniers au « gouvernement » confédéral. Le débat n'est certes pas clos, mais désormais, dans un climat plus serein, la revue va pouvoir alimenter les discussions au sein de la centrale.

Dans la perspective du rapport sur la « planification démocratique » au congrès de 1959, **Formation** commence dès novembre 1958, la publication d'une série d'articles sur la planification française. En l'espace de quatre ans, on note ensuite douze articles abordant sous ses divers aspects la question de la planification. Ultérieurement les V<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> Plans feront chacun l'objet de deux numéros spéciaux de la revue, apportant à la fois documentation et critiques.

Le rapport sur la politique des salaires de 1961 est précédé et suivi dans la revue d'une série d'articles abordant différents aspects : « Salaires et échelle mobile », « Disparités salariales », « Salaires et

taille des établissements », « Salaires minima », « Evolution du pouvoir d'achat », etc. Est abordé aussi un thème à l'origine de débats difficiles : « Planification et politique des revenus », suite à une session de recherche organisée à l'Institut du travail de Strasbourg.

Salaires et planification n'épuisent pas les sujets d'ordre économique. Durant les quatre premières années, la nouvelle série s'efforce de fournir régulièrement une chronique de conjoncture économique et par la suite sont abordés divers thèmes : l'investissement, l'inflation, la prévision...

Le débat sur « stratégie autonome — stratégie commune » des années 1966/1968 ne fait l'objet que d'un seul article. Celui plus feutré sur la place de la femme au travail et dans la société donne lieu à plusieurs publications, reprenant notamment des exposés faits devant la commission féminine et lors d'un colloque. En revanche, on ne trouve rien sur l'évolution de la CFTC en CFDT. A travers les deux questionnaires envoyés aux syndicats la direction confédérale se réserve la conduite de ce débat délicat. Il faut attendre le premier procès avec la « CFTC maintenue » pour que ce sujet soit abordé (septembre-octobre 1965).

### Une revue plus « politique »

Contrairement à la pratique de la première série, les thèmes politiques sont désormais directement abordés. Au lendemain de mai 1958, la confédération explique dans *Formation*, les raisons de ses prises de position, lors du putsch d'Alger et de l'arrivée de de Gaulle au pouvoir. Suite à divers articles politiques, concernant notamment les systèmes électoraux, en juin 1962, un numéro spécial fait le point sur l'évolution politique et les rapports avec le syndicalisme. Dans l'éditorial, Eugène Descamps explique : « Nous savons que notre projet de démocratie sociale et économique ne verra sa réalisation que dans et par une démocratie politique vivante. Notre génération doit recréer en France un régime où coïncident justice et liberté, où les structures s'appuieront sur la diffusion large des responsabilités. »

Dans les années suivantes, des thèmes directement politiques sont abordés selon diverses approches. A côté d'éléments de conjoncture politique, on trouve des réflexions sur : « Relations entre syndicalisme et pouvoir », « Aspects politiques des économies régionales », « Vers des pouvoirs régionaux ». La revue s'intéresse aussi aux élections allemandes, à la gauche non communiste italienne, à l'évolution internationale du communisme.

On peut entendre politique dans un sens plus large, le syndicalisme étant conçu comme un élément de pouvoir ou de contre-pouvoir dans l'entreprise ou dans la société.

La question du pouvoir syndical dans l'entreprise lié ou non à la reconnaissance de la section syndicale est abordée à plusieurs reprises. André Jeanson, alors vice-président de la CFTC, se pose la question « participation et contestation » (12). Jacques Julliard (SGEN) étudie « la grève », selon diverses approches (13). On doit à Georges Lavau qui à l'époque fournit diverses contributions à la revue, un article sur le « syndicalisme face à la société industrielle » (14). La société française et ses tendances font l'objet de plusieurs analyses.

### Une vision plus internationale

Dès 1958, le secteur International se propose d'alimenter régulièrement la revue : de 1958 à 1963, on ne compte pas moins de vingt-sept articles traitant aussi bien des « conseils ouvriers en Pologne » que des relations professionnelles dans tel ou tel pays, ou des institutions économiques et sociales internationales, etc. Il faut y adjoindre les nombreux articles sur le Marché commun, mais aussi ceux concernant la « Communauté », c'est-à-dire les Etats africains francophones, en passe de devenir indépendants. G. Espéret suit de près leur évolution.

Par la suite, l'intérêt pour l'étranger ne faiblit pas, mais se concentre sur des points précis. Dans la perspective de la recherche d'objectifs et de stratégies on s'intéresse aux Yougoslaves qui ont mis en œuvre le système autogestionnaire, aux Italiens, mis à la mode par Gorz, pour leur approche du progrès technique. On analyse le type de relations syndicats-partis dans divers pays, ou les systèmes de participation à la gestion dans les entreprises. Le contre-modèle soviétique est étudié, sous son aspect économique (la réforme) et politique : on reprend une étude de **Reconstruction** de 1957 : « Origine et destin du parti unique. »

(12) Formation, janvier-février 1964.

(13) Formation, septembre-octobre 1966.

(14) Formation, septembre-octobre 1966.

### 1968 et la préparation du congrès de 1970

Analysant dans la revue « Le Front populaire, trente ans après » (15), J. Julliard note qu'il pose le problème du rôle des masses et de leur part d'initiative dans la construction de leur destin. Il conclut ainsi : « La plus moderne, la plus intéressante pour nous de toutes les expériences du Front populaire, c'est précisément celle qui ne put avoir lieu ; c'est le premier geste encore timide, mais spontané et déjà formidable, par lequel les travailleurs signifient qu'ils entendent désormais faire leurs affaires eux-mêmes, tant il est vrai, selon le mot de Trotski, que la Révolution, c'est l'irruption violente des masses dans le domaine où se règlent leurs propres destinées. » Deux ans plus tard, en Mai 68, étudiants et salariés surgissent sur la scène... **Formation** tente de dresser un bilan à travers deux articles : « Histoires et leçons d'une grève » et « Dividendes de Mai 68 ». Mais l'influence de Mai se fait sentir à travers d'autres écrits portant sur la critique de la société de consommation, la question de la possibilité d'une information libre en système capitaliste et même la publication d'un lexique des principaux termes marxistes.

La préparation du congrès de 1970 qui doit déterminer les perspectives et la stratégie de l'organisation débute avant Mai 68. Ainsi, en avril de cette année, la revue publie deux textes : l'un de Paul Viau : « Pour une approche réaliste de l'humanisme » (16) ; l'autre de Bernard Vacheret : « Perspectives et problèmes du socialisme démocratique » (17).

Par la suite, en mai-juin, on a un texte de D. Tintant, « Socialisme, condition d'une vraie démocratie » (18), puis en janvier-février 1969, deux articles parus auparavant dans **Esprit**, « Démocratie à l'échelle humaine » et « Le socialisme et l'Etat ». Enfin, en mars-avril, « Pour la démocratie dans l'entreprise » synthétise les réflexions de militants ayant fait des expériences en ce sens en Mai 68, tandis qu'A. Détraz réfléchit sur « L'origine, les expériences et la théorie de l'autogestion ».

#### **Au terme de cette étude, trois points peuvent être soulignés :**

— ce fut une chance pour la CFDT, puis la CFDT que, dans sa première série, la revue n'ait pas été la propriété d'une tendance, mais un bulletin accueillant des responsables divers en fonction de

leurs compétences. On peut en voir une preuve dans le fait que, en 1953, la majorité lance sa propre revue **Recherche** ;

— de 1948 au Congrès de 1970, la continuité a été assurée au niveau de la revue par R. Lebescond, qui au départ a été fortement influencé par G. Espéret que l'on pourrait définir brièvement comme un « homme de synthèse » ;

— quant à l'audience de la revue, les chiffres restent modestes : 2 200 en décembre 1954 ; 3 100 en 1958 ; 3 400 en 1966. Mais dans la mesure où c'est une revue de formation, elle est utilisée par les responsables des sessions aux divers niveaux, par-là même l'audience s'élargit, mais est impossible à chiffrer.

(15) Formation, mai-juin 1966.

(16) Cet article est tiré de la revue Economie et Humanisme.

(17) C'est une reprise d'un texte de Reconstruction en 1963.

(18) Cette étude est aussi reprise de Reconstruction en 1963.